Pour les Arabes israéliens, la criminalité dans leurs villes est le problème le plus important. En revanche, le soutien aux Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie n’est pas important pour eux. Cela s’explique principalement par le fait qu’ils se sentent arabes et israéliens, et non palestiniens. C’est pourquoi ils rejettent également une solution à un seul État « from the river to the sea » et prônent la solution à deux États.

C’est ce que révèle un sondage représentatif réalisé par la Fondation Konrad Adenauer pour la coopération judéo-arabe et le Centre Moshe Dayan pour les études moyen-orientales et africaines de l’Université de Tel Aviv. L’enquête a été menée en novembre et a examiné, à l’aide d’un large éventail de questions, le sentiment de la population arabe d’Israël. Celle-ci compte 2,1 millions de personnes, soit environ 21% de la population israélienne totale. 82,2% des Arabes israéliens sont musulmans, 9,1% sont druzes et 7,7% sont arabes chrétiens.

Voici les principaux thèmes et résultats de l’enquête :

Criminalité et violence. L’enquête montre qu’actuellement, le principal problème des Arabes israéliens est la sécurité personnelle. 74% des personnes interrogées ont déclaré que la criminalité et la violence dans les villes arabes étaient la raison pour laquelle elles estimaient que leur sécurité personnelle était menacée. En revanche, sur le plan économique, les Arabes vivant en Israël sont satisfaits : 73,4% des personnes interrogées ont qualifié leur situation économique de « bonne ».

Identité propre. L’enquête est également révélatrice sur le plan politique. Lorsqu’on leur a demandé ce qui était le plus important pour leur identité, 35,9% ont répondu « l’identité en tant qu’Arabe », 31,7% ont répondu « la citoyenneté israélienne ». En revanche, seulement 14,7% des personnes interrogées ont déclaré qu’il s’agissait de leur « identité palestinienne ».

Solution à deux États. Seuls 14% des personnes interrogées pensent donc que le conflit entre Israël et les Palestiniens devrait être résolu sur la base d’un État commun « from the river to the sea ». En revanche, environ la moitié (47,3%) considère la solution à deux Etats sur la base des frontières d’avant la guerre des Six Jours de 1967 (lorsqu’Israël a conquis la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est) comme la plus réaliste. Cependant, une personne interrogée sur cinq (21%) est convaincue qu’aucune solution politique au conflit n’est actuellement visible à l’horizon. Un autre 8,5% pense qu’une telle solution est plus susceptible d’être trouvée sur une base régionale par le biais d’une médiation.

Coopération avec des Israéliens juifs. En Israël, une petite majorité des deux tiers (64,6%) est favorable à une coopération entre Arabes et Juifs. Toutefois, seuls 44,7% des Arabes israéliens interrogés estiment que les Juifs sont actuellement favorables à une telle coopération. Par ailleurs, 74,6% des personnes interrogées estiment que les relations entre Juifs et Arabes en Israël se sont détériorées au cours des deux dernières années, c’est-à-dire depuis le massacre du 7 octobre 2023.

Relations avec l’État d’Israël. 61% des Arabes israéliens affirment cependant que leur relation personnelle avec l’Etat d’Israël ne s’est pas détériorée pendant cette période, mais qu’elle est restée la même (50,4%) ou qu’elle s’est même renforcée (10,6%). 57% des Arabes musulmans, 66,8% des Arabes chrétiens et 94,4% des Druzes partagent cette opinion.

Participation au gouvernement. L’opinion selon laquelle les partis arabes israéliens devraient participer au gouvernement après les prochaines élections d’octobre 2026 est également très répandue : 77,4% y sont favorables. Ils sont 45,6% à estimer que cette participation doit se faire en toutes circonstances, quel que soit le vainqueur des élections. En revanche, 31,8% estiment que la participation arabe ne devrait avoir lieu que si une alliance de centre-gauche parvient à former le prochain gouvernement israélien.

Élections législatives. Selon le sondage, 52,4% des Arabes israéliens ont l’intention de participer aux élections au Parlement israélien (Knesset) en octobre 2026 si leurs partis se présentent individuellement. Toutefois, si les quatre partis arabes devaient s’unir pour former une alliance électorale, 61,8% des électeurs arabes se rendraient aux urnes. Ils pourraient ainsi obtenir 15 à 16 sièges à la Knesset, qui compte 120 membres, et exercer une influence considérable sur la formation du prochain gouvernement israélien.

Pour accéder à l’enquête : An in-depth survey of the Arab community in Israel following the Israel-Hamas ceasefire – Foundation Office Israel – Konrad-Adenauer-Stiftung